

Nouveaux Cahiers du socialisme



Les luttes de libération nationale, d'hier à aujourd'hui

Bernard Rioux

Number 17, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84485ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Rioux, B. (2017). Les luttes de libération nationale, d'hier à aujourd'hui. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 212–213.

Atelier**Les luttes de libération nationale, d'hier à aujourd'hui**

Avec Patrick Dramé (Université de Sherbrooke),
 Hassane Mezzine (Fondation Frantz Fanon),
 Didier Dominique (Batay Ouvriye) et Alain Saint Victor (NCS)

RAPPORT PAR BERNARD RIOUX

Selon Patrick Dramé, Kwame Nkrumah a été un de ceux qui menaient le combat contre le néocolonialisme. La lutte devait mener à la création des États-Unis d'Afrique, afin de s'opposer à la balkanisation coloniale. L'indépendance du Ghana avait du sens, si et seulement s'il y avait la libération totale du continent africain. Plus tard, cette perspective a été rejetée par les États, d'où la perpétuation du néocolonialisme jusqu'à aujourd'hui.

Hassane Mezzine a expliqué comment les catégories racisées ont évolué en fonction de la détérioration des conditions économiques, sociales et culturelles d'existence dans la société française, d'où une crispation identitaire qui écarte du champ politique les minorités racisées, notamment les jeunes issus de l'histoire coloniale. Aujourd'hui, la révolte des jeunes femmes et hommes racisés constitue le dépassement de cet antiracisme moral et exprime le refus de l'évacuation d'un antiracisme politique. Les luttes actuelles développent une solidarité internationale avec les minorités qui vivent les mêmes conditions d'existence, aussi bien aux États-Unis que dans le reste de l'Europe et en Palestine. Les femmes de ces minorités se mobilisent pour dénoncer l'instrumentalisation de leurs revendications visant à faire croire que le problème du sexisme n'existe que dans des quartiers où vivent les Noirs et les Arabes. Les luttes d'émancipation des communautés minoritaires, qui ne font pas partie du « nous » traditionnel de la nation, visent leur désaliénation culturelle et politique. La lutte de décolonisation libère l'opprimé-e et l'opresseur.

Pendant longtemps, les peuples, affirme Didier Dominique, ont résisté à l'impérialisme et généralisé les luttes de libération nationale. Mais aujourd'hui, dans plusieurs pays, les anciens mouvements de libération sont au pouvoir et maintiennent à l'écart les classes populaires. Face aux grèves d'ouvrières haïtiennes travaillant en République dominicaine, les ouvrières dominicaines ont fait grève en solidarité avec leurs sœurs et frères de classe, mais l'Organisation des industriels haïtiens a soutenu l'armée dominicaine venue les réprimer. En Afrique du Sud, la bourgeoisie compradore s'approprie les richesses; d'anciens chefs syndicaux sont devenus des millionnaires. L'ANC (Congrès national africain) a abandonné toute analyse de classe. Ce rôle de la classe dominante des pays dominés se vérifie sur les différents continents.

En Haïti, il faut rejeter la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et l'occupation d'Haïti, car cette occupation se fait

en appui aux projets du capitalisme. La MINUSTAH compte maintenant sur la collaboration de divers gouvernements d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique. L'impérialisme sait utiliser les classes dominantes des pays dominés pour renforcer ses capacités d'intervention. En somme, la nécessité stratégique de l'heure, c'est à la fois de placer au grand jour et d'articuler le clivage de classe au cœur des luttes anti-impérialistes et les différentes dimensions de l'oppression et de la domination (de genre, de race et de classe), sans oublier, bien sûr, la réalité des différentes échelles stratégiques (nationale, continentale et mondiale) à laquelle elles sont confrontées.

Atelier

Regards croisés sur l'histoire du mouvement populaire au Québec

Avec Jean Panet-Raymond (militant communautaire),
Eric Shragge (Centre des travailleurs et travailleuses immigrant-es) et
Suzanne-G. Chartrand (NCS)

RAPPORT PAR FRANCIS LAGACÉ

Selon Jean Panet-Raymond, la syndicalisation de la fonction publique a apporté un appui de taille aux mouvements sociaux au tournant des années 1960. La création du deuxième front syndical est allée dans le sens de l'appui aux mouvements communautaires. Aujourd'hui, toutefois, l'appel à l'économie sociale, le recours aux partenariats public privé (PPP), puis la réingénierie de l'État ont réduit la capacité d'intervention politique des organismes communautaires. Malgré tout, les mouvements réussissent parfois à converger, comme l'exemple de la Coalition Main rouge le démontre.

Eric Shragge a signalé le virage des années 1980. Des organismes communautaires se sont orientés vers la prestation de services. Si la coalition d'organismes communautaires est bonne pour le financement récurrent, la professionnalisation des organismes transforme la relation avec des citoyens/citoyennes en relation avec des clients/clientes. On y perd en capacité de mobilisation. Quand on prend la place de l'État, celui-ci se désengage. Les gens finissent par ne plus savoir ce que sont les services publics ni à quoi ils servent.

Les milieux communautaires s'entredéchirent pour les fonds et se livrent à des « guéguerres » d'alliances. Les nouvelles personnes qui arrivent ne connaissent pas l'histoire du mouvement communautaire autonome et n'ont donc pas les outils pour contester.

Des expériences sont en cours pour organiser les travailleurs immigrés, tels le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, l'Association des travailleurs/euses temporaires d'agence de placement et l'Association de travailleuses et travailleurs étrangers temporaires. Une campagne pour un salaire minimum de